

MARIAN WALCZAK



**L'ENSEIGNEMENT LÉGAL
ET L'ENSEIGNEMENT CLANDESTIN
PENDANT L'OCCUPATION NAZIE
EN POLOGNE**

0 col

1370/130

C 2363

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES

CENTRE SCIENTIFIQUE A PARIS



CONFÉRENCES

FASCICULE 130

MARIAN WALCZAK

L'ENSEIGNEMENT LÉGAL
ET L'ENSEIGNEMENT CLANDESTIN
PENDANT L'OCCUPATION NAZIE EN POLOGNE



1981

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE
WARSZAWA

O Col. 1370/130

1979

MARIAN WALCZAK

CONFÉRENCE FAITE AU CENTRE SCIENTIFIQUE DE
L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES, À PARIS
PAR M. MARIAN WALCZAK MAÎTRE DE RECHERCHES
ET DOCTEUR D'ÉTAT SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M.
LE DOCTEUR MARIE SZUREK-WISTI, PROFESSEUR À
L'INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISA-
TIONS ORIENTALES

le 22 mai 1979

© Copyright by Państwowe Wydawnictwo Naukowe
Warszawa 1981

ISBN 83-01-02239-6

ISSN 0079-3159

1981

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE

WARSZAWA

Secrétaire de la Rédaction — Jeanne Aumiller
Varsovie, Pałac Kultury i Nauki, 1921

CERTAINS ÉLÉMENTS DE LA POLITIQUE CULTURELLE EN POLOGNE OCCUPÉE

Le 1^{er} septembre 1939 la Pologne fut brutalement envahie par les troupes hitlériennes. L'armée allemande bien que plus nombreuse et beaucoup mieux armée que celle de Pologne se heurta à une résistance acharnée et malgré la victoire elle subit de lourdes pertes. La défaite de septembre fut suivie de l'occupation hitlérienne qui dura plus de 5 ans. Ce fut la période de la mise en oeuvre des projets de l'occupant, visant à démanteler et à coloniser les territoires polonais, à exterminer biologiquement une partie de la nation polonaise et à exploiter l'autre en tant que main d'oeuvre au service des « maîtres » (Herrenvolk). Conformément aux projets de l'Allemagne hitlérienne, les territoires de l'Europe de l'Est devaient constituer pour le III^e Reich l'espace vital (Lebensraum), terrain à coloniser et à exploiter du point de vue de ressources et population.

Les autorités hitlériennes procédèrent d'abord à la division des territoires polonais occupés. Les voïévodies de Poméranie, de Poznań, la partie majeure des voïévodies de Łódź, de Silésie, la partie occidentale des voïévodies de Cracovie et de Kielce, la partie nord de Mazowsze et la région de Suwałki furent incorporées au Reich. Ces territoires avaient près de 10 mln d'habitants. Les gouverneurs (Reichsstaathalter): A. Forster en Poméranie, A. Greiser en Grande Pologne, F. Bracht en Silésie détenaient les pouvoirs administratifs et politiques. Les autres territoires de Pologne constituèrent le Gouvernement Général (G. G.) subdivisé sur le plan administratif en 5 ainsi nommés districts, celui de Cracovie, de Lublin, de Radom, de Varsovie et à partir du 1^{er} août 1941 le district de Galicie (comprenant les voïévodies de Lwów, de Stanislawów et de Tarnopol). Après l'invasion de l'Allemagne hitlérienne en Union Soviétique en 1941, la région de Białystok fut également subordonnée en tant que district à l'autorité personnelle de E. Koch, gauleiter de la Prusse orien-

tale. Après de vains efforts de la part des Allemands pour établir au G. G. un «gouvernement» polonais collaborant avec les autorités occupantes, le pouvoir passa au «gouvernement allemand» avec le gouverneur général, H. Frank en tête.

Bien que les gouverneurs allemands des territoires polonais fussent des hitlériens à toute épreuve et hostiles à la nation polonaise, Berlin prit à l'encontre du personnel administratif des décisions supplémentaires et formula des directives théoriques de leur mise en pratique en vue d'assurer la centralisation du commandement et le durcissement de la politique allemande à l'égard des Polonais.

En octobre 1939 par un décret de Hitler, H. Himmler, chef de la S. S. et de la police fut appelé au poste de commissaire du Reich pour l'intensification de la germanisation. En novembre 1939 l'office pour les affaires de la politique raciale à Berlin publia un mémoire intitulé « Problèmes de traitement de la population des anciens territoires polonais du point de vue racial et politique » dont les auteurs étaient Gustav Hecht et Erhard Wetzel. Ils y établissaient les principes généraux de la politique allemande sur les terrains polonais et en particulier sur les territoires «incorporés» au Reich. Un chapitre à part était consacré aux Polonais faisant partie de « la classe — dite — de dirigeants » qui — à l'avis des auteurs — constituaient un «élément particulièrement dangereux pour la réalisation des objectifs politiques du III^e Reich ». Il s'agissait de l'intelighentsia en premier lieu qui comptait « les prêtres, les enseignants (dont les universitaires), les médecins, les dentistes, les vétérinaires, les officiers, les fonctionnaires, les commerçants, les grands propriétaires fonciers, les écrivains, les journalistes ainsi que tous les titulaires de diplômes des études supérieures et secondaires ». Il était question non seulement d'éliminer entièrement l'intelighentsia d'avant la guerre, mais aussi de freiner la formation de nouveaux cadres intellectuels et de refouler les Polonais au plus bas degré de l'échelle sociale.

Pour aboutir à cette fin on prévoyait de suspendre toutes les manifestations de la vie nationale et culturelle et de faire disparaître toutes les formes organisationnelles.

Une suggestion comprise dans le mémoire portant sur la privation des Polonais de leur propre presse, de leurs revues et livres, sur la fermeture des centres culturels et artistiques polonais exprimait bien cette tendance. On recommandait même la discrimination de la langue polonaise dans la vie publique, surtout sur les territoires de l'ouest où « seule la langue allemande pouvait être employée comme langue officielle dans toutes les institutions, les tribunaux, dans les pétitions adressées aux pouvoirs, dans le commerce et dans la vie courante ».

H. Himmler en sa qualité de commissaire du Reich pour l'intensifica-

tion de la germanisation fonda des bases justifiant la saisie de tous les biens culturels et artistiques d'un intérêt social et historique pour la tradition de la culture polonaise. D'après de nombreuses instructions conservées le pillage de ces biens avait pour objectif de priver la nation polonaise des fondements matériels de sa propre culture. Vers la mi-décembre 1939, Himmler adressa aux chefs de la police et au service de la sécurité une circulaire où l'on lisait entre autres : « En vue de consolider le processus de germanisation et la défense du Reich on ordonne la saisie au bénéfice du Reich ... des objets d'origine historique et préhistorique, des dossiers, des livres, des documents qui présentent une valeur pour l'étude de l'histoire de la civilisation et de la vie politique ... ».

Le pillage du patrimoine matériel de la culture nationale était organisé et contrôlé, on l'exécutait avec toute la précision. On s'empara des oeuvres d'art de grande valeur matérielle et historique gardés dans des châteaux, palais, manoirs, églises, cathédrales, musées régionaux et surtout dans les musées et les galeries, les archives, les bibliothèques et les universités d'importance nationale. Un extrait d'un rapport officiel de premiers mois 1941 envoyé par W. Sievers, chef d'une organisation spéciale pour la confiscation de biens polonais, peut servir d'illustration des pertes subies par la culture polonaise : « En vue d'intensifier les travaux on a créé ... de nombreux groupes opérationnels (Einsatzkommandos) dont font partie des spécialistes. En quête de biens culturels, ces groupes contrôlent systématiquement un district après l'autre, tous les manoirs, les châteaux etc. Bien que jusqu'ici on n'ait contrôlé la moitié de toutes les localités, on a réussi à mettre la main sur une quantité considérable de biens culturels, à savoir des meubles (armoires baroques de Gdańsk), des tableaux (dont ceux de peintres renommés), des collections de monnaie, d'armes, de livres. On a saisi également nombre d'ouvrages en argent et en or ».

Ces biens de la culture polonaise furent emportés en toute hâte au Reich où ils enrichirent des collections allemandes; des oeuvres d'art rehaussèrent le lustre de résidences de dignitaires hitlériens.

La destruction de monuments d'architecture, de souvenirs nationaux, d'ouvrages de création populaire, de livres et d'autres publications faisant partie de la campagne planifiée visant à priver les Polonais de monuments et d'objets d'art qui témoignaient de la spécificité de sa culture et constituaient des symboles de l'État polonais. En fait en 1940 le Château Royal de Varsovie fut détruit et dépourvu de ses décors intérieurs historiques, ainsi que de ses collections précieuses qui étaient successivement ravagées (on démonta les plafonds, enleva les boiseries, les revêtements). On dévasta des édifices historiques sans épargner les églises et les synagogues où l'on installa des écuries, des magasins, des ateliers. Dans toute

la Pologne les hitlériens démolirent avec méchanceté et satisfaction particulières des statues, notamment celles des hommes d'Etat et d'artistes célèbres.

La culture polonaise subit de graves pertes dans le domaine des bibliothèques. Les deux tiers des collections de livres furent détruits. Sur les terrains « incorporés » au Reich on organisait, le plus souvent dans des églises, des stands permanents de collecte de livres (Buchsammlung) qui étaient ensuite réduits en pâte à papier ou brûlés. Sur ces terrains tous les livres polonais et juifs étaient sujets à la confiscation.

Les pertes dans le domaine de la culture furent encore aggravées par les décisions des autorités occupantes qui faisaient saisir et transmettre aux institutions allemandes les ouvrages de vulgarisation de la culture, de l'éducation et de la science polonaise.

Sur les terrains incorporés au Reich on ferma les théâtres polonais, les salles de concert, les maisons d'édition, les imprimeries, les postes émetteurs de radio, les musées, les galeries et même les stades sportifs. Les locaux, les installations techniques et équipement furent cédés aux Allemands.

En même temps il fut interdit aux Polonais de fréquenter ces locaux sous menace de peine judiciaire et de restrictions policières.

Dans le Gouvernement Général l'occupant permettait d'organiser des manifestations culturelles et artistiques autorisées, à caractère de distraction, des spectacles, des séances de cinéma et des concerts. Certaines de ces manifestations en raison de leur contenu ou de leur distribution étaient boycottées par la société polonaise.

L'activité publicitaire fut interrompue. Les revues et les journaux publiés en polonais dans le G.G. par l'occupant étaient au service de la propagande hitlérienne, ils étaient donc sabotés par l'opinion polonaise.

Il y a lieu d'ajouter que certains centres culturels dans le G.G. étaient réservés exclusivement aux Allemands. Sur les terrains « incorporés » au Reich les institutions culturelles polonaises n'existaient pas et celles destinées aux Allemands étaient interdites aux Polonais.

La politique de l'occupant prêtait une importance particulière aux problèmes liés à l'organisation de l'église catholique en Pologne occupée. Dans le district dit de Warta où le facteur de la lutte nationale était décisif, on ferma environ 1200 églises, détruisit plus de 10 000 chapelles, de statues, de croix plantées le long de chemins, sans tenir compte de leur valeur historique ou artistique. On dissolut toutes les associations religieuses. Des 1800 prêtres il ne survécut que 73, tous les autres furent envoyés aux camps de concentration ou déportés dans le G.G.

En Poméranie et en Silésie l'église continua son activité, la majorité de la population fut inscrite par mesures administratives sur la liste de

citoyens allemands. Dans le G. G. on garda la structure organisationnelle de l'église et son hiérarchie, pourtant l'occupant prit des mesures pour éliminer de l'église tout ce qui était lié à la tradition nationale, tout en envisageant d'exploiter l'influence du clergé en vue d'inculquer à la société polonaise l'esprit de loyauté envers les autorités.

Tous les efforts des autorités hitlériennes ayant en vue la dégradation sociale ou professionnelle des Polonais trouvèrent leur expression dans l'attitude de l'occupant sur le plan de l'enseignement polonais. Les considérations théoriques et les indications pratiques à ce sujet furent présentés dans le mémoire, déjà mentionné de Hecht et de Wetzel. Nous y trouvons ce qui suit : « Il est indispensable de suivre scrupuleusement et avec un sens critique toutes les tendances des Polonais à l'indépendance culturelle et nationale. Les universités et les autres écoles supérieures, secondaires et professionnelles ont été toujours des centres de l'éducation polonaise chauvine et pour cette raison il faut les fermer. Seules les écoles primaires sont admises, on peut y enseigner des connaissances rudimentaires — arithmétique, orthographe, lecture. L'enseignement des matières importantes du point de vue national, à savoir : géographie, histoire, histoire de la littérature et la gymnastique est interdit. L'école doit préparer les élèves au travail dans l'agriculture, la sylviculture, à l'artisanat et à l'industrie ».

Presque toutes les instructions et les directives contenues dans le « mémoire » furent mises en pratique.

Les hitlériens étaient conscients du rôle et de l'efficacité de l'enseignement polonais dans la formation, le développement et la diffusion de la culture nationale et ils se rendaient compte quelles immenses possibilités de renaissance résidaient dans le peuple polonais. Ceci explique pourquoi les théoriciens hitlériens insistaient non seulement sur l'anéantissement des bases matérielles et institutionnelles de la culture en Pologne occupée mais aussi sur l'élimination de ce domaine de l'activité des forces actives de la nation polonaise en tant qu'élément particulièrement dangereux pour le III^e Reich.

Le premier coup prémédité et préparé à l'avance par l'occupant, fut porté au bastion principal de la culture polonaise, c. à d. à l'enseignement polonais de tous les types et tous les degrés. La ferme résolution de liquider la scolarité ou d'en limiter considérablement l'activité pédagogique trouve sa confirmation dans de nombreux actes législatifs promulgués par les autorités hitlériennes, les mémoires de théoriciens de « N. S. D. A. P. » déjà évoqués, ainsi que dans quantité d'énoncés de leaders du parti fasciste. H. Himmler p. ex. alla plus loin dans la discrimination de l'enseignement pour les enfants polonais en affirmant que « pour la population non-allemande de l'est les écoles primaires de

quatre années sont suffisantes. L'objectif de l'enseignement dispensé dans ces écoles est d'apprendre à compter jusqu'à 500, à écrire son nom, à inculquer le principe d'après lequel c'est Dieu qui impose l'obéissance aux Allemands, l'honnêteté, l'application et la politesse. Je ne trouve pas que la capacité de lire soit nécessaire ».

C'était donc une campagne consciente, préméditée, tendant à une dégradation sociale, intellectuelle et professionnelle des Polonais.

HISTORIQUE DE L'ENSEIGNEMENT

La mise en oeuvre des principes théoriques en matière de la politique de l'éducation menée par l'occupant a trouvé son expression dans la liquidation complète de l'enseignement supérieur et secondaire sur tout le territoire de la République Polonaise occupé par les Allemands et dans la fermeture de toutes les écoles professionnelles et primaires sur les terrains incorporés au Reich. Dans le G. G. on a réduit considérablement les programmes de l'enseignement dans les écoles professionnelles et primaires. On a interdit formellement aux Polonais de fréquenter les écoles allemandes de tous les types et à tous les niveaux.

La résolution concernant l'enseignement dispensé sur les terrains occupés a porté un coup à la jeune génération polonaise. Les enfants et la jeunesse polonaise se sont vus dénués de toute perspective de développement intellectuel. Les écoles primaires et professionnelles admises dans le G. G. ou « Volksschule für polnische Kinder » organisées dans le district dit de Warta ne pouvaient pas combler cette lacune, étant donné que ces écoles fonctionnant légalement, étaient en principe discriminées sur le plan de l'équipement, du corps enseignant et du programme.

Pour que ces considérations ne restent pas sans fondement, il suffit de rappeler la situation de l'éducation créée par les autorités hitlériennes en Pologne. Nous allons examiner ce problème dans l'ordre traditionnel suivant les degrés de l'enseignement. Nous étudierons également les formes de la lutte clandestine visant à contrecarrer les projets de l'occupant.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Avant la guerre il y avait en Pologne 28 écoles supérieures avec 50000 étudiants dont 13,6 mille femmes. Varsovie constituait le plus grand centre universitaire avec 42,3 % de l'ensemble des étudiants, puis venaient Lwów (19 %), Cracovie (15,6 %), Poznań (12 %), Wilno (7,2 %), Lublin (2,8 %) et Łódź (1,1 %). Le droit et les sciences politiques attiraient le plus d'étudiants (27,4 %), ainsi que la philosophie (24,8 %)

qui englobait les sciences humaines, exactes et naturelles, puis les sciences techniques et la médecine 15 % respectivement, enfin le commerce, l'agriculture et autres.

En 1938 en Pologne on comptait 1,4 étudiant par mille habitants, proportion égale à celle de la Grande Bretagne, de l'Italie et de l'Allemagne, inférieure à celle de l'Union Soviétique (2,5 par mille habitants) et de l'Autriche (3,3).

A côté des étudiants polonais des étrangers suivaient des cours dans les écoles supérieures polonaises. En 1937/1938 538 étudiants étrangers étaient inscrits à 17 facultés; c'étaient des étudiants venus des Etats-Unis, de Tchecoslovaquie, de Bulgarie, d'Allemagne, d'Autriche, de Letonie, de Lithuanie, d'Estonie, de Roumanie et de la Ville Libre de Gdańsk.

Ainsi l'enseignement polonais a-t-il pris vers la fin des années trente un élan à l'échelle européenne, son niveau attirait des étrangers. C'est grâce à la qualité des professeurs enseignant dans ces écoles que le nombre de différents groupes de spécialistes augmentait et le niveau intellectuel de la société polonaise s'améliorait systématiquement.

Au moment où la guerre a éclaté, beaucoup d'étudiants et de professeurs étaient absents des écoles. C'était encore la période de vacances. Dès que les opérations militaires menées par les Allemands avec une extrême cruauté et intransigence avaient cessé, on s'attendait à toute sorte de représailles et de chicanes mais la sévérité des décisions prises à l'égard de l'enseignement supérieur dépassé toutes les prévisions. La liquidation de cet enseignement a été effectuée dans des délais différents et dans des conditions différentes, mais d'une manière systématique dans tous les centres universitaires sur tout le territoire occupé par les Allemands.

A Poznań ce n'est que pendant 10 jours que les autorités allemandes ont toléré l'existence du Conseil universitaire composé de représentants de différentes facultés et remplaçant le sénat universitaire. Le 21 septembre 1939 la Gestapo a fait son apparition au rectorat (*Collegium Minus*) et a arrêté tout le corps enseignant. Cela a été le dernier jour du fonctionnement de l'université de Poznań et de la Haute École de commerce en tant qu'écoles supérieures polonaises. On a pris comme otages plusieurs professeurs, quelques-uns ont été emprisonnés et ensuite fusillés dans le Fort VII à Poznań, d'autres ont été déportés ou se sont enfuis dans le G. G.

Rien ne semblait augurer qu'avec l'entrée de troupes allemandes à Cracovie (le 6 septembre) les écoles supérieures seraient exposées à un danger immédiat. Au fur et à mesure que les professeurs et la jeunesse étudiante rentraient de leurs pérégrinations provoquées par la guerre, on reprenait le travail aux écoles et même certaines facultés ont procédé

aux examens. Dans cet état de choses, le 19 octobre 1939 le sénat de l'Université Jagellonne s'est réuni et a décidé d'organiser le 4 novembre 1939 une inauguration solennelle de l'année scolaire et quelques jours après la reprise de cours. Ces décisions du sénat ont provoqué une réaction de la part du ministre de la science et de l'instruction du Reich qui, par sa lettre adressée au gouverneur général (du 31 octobre 1939) a recommandé de contrecarrer formellement les projets des professeurs de l'Université Jagellonne relatifs à la rentrée scolaire. La réaction ne s'est pas laissée attendre. Le commandement de la police de la sécurité s'y est engagée. Le 6 novembre on a mis fin au fonctionnement de l'Université Jagellonne et de l'Académie de Mines ainsi que d'autres écoles supérieures de Cracovie dans des conditions dramatiques : on a arrêté perfidement plus de 180 professeurs se trouvant à l'université et on les a déportés dans les camps de concentration où plusieurs d'entre eux ont succombé. En novembre 1939 on a organisé à Cracovie l'office de Curateur de l'université transformé en mai 1941 en office de Curateur des écoles supérieures. Ces institutions avaient pour tâche la liquidation formelle et de fait des écoles supérieures.

A Lublin, le 6 octobre 1939 on a repris les cours à l'université. Le sénat de l'Université Catholique de Lublin a pris cette décision sans autorisation de l'occupant. Ce fait a suscité une réaction de la part de la police de sécurité allemande. Le 9 novembre 1939 on a arrêté le recteur et le 11 novembre — 14 professeurs et d'autres chercheurs scientifiques qu'on a emprisonnés dans le château de Lublin. Toutes ces mesures ont abouti à la suspension des cours à l'Université Catholique le 17 novembre 1939.

Dans la capitale le déroulement rapide des opérations militaires ont fait crouler tous les projets concernant la reprise de cours aux écoles. Après la capitulation de Varsovie (le 28 septembre 1939) les autorités hitlériennes ne se sont pas prononcées en matière de l'enseignement supérieur et de la science. Elles ont constitué une Commission de liquidation du Ministère des cultes et de l'éducation nationale subordonnée au bureau allemand chargé de l'enseignement au district de Varsovie. Au début de l'année 1940 on a organisé l'office allemand de Curateur des écoles supérieures qui s'occupait de questions financières des écoles, notamment de la protection de l'équipement qui n'avait pas été encore volé ou dévasté et de sa liquidation. Certaines facultés de l'université de Varsovie (celle de médecine et de médecine vétérinaire) et quelques autres écoles supérieures (Ecole supérieure d'agriculture, Ecole centrale du commerce, Université technique) ont réussi à obtenir après de longs entretiens l'accord des autorités allemandes pour l'organisation des examens de fin d'études. La mise en pratique de cette autorisation a permis aux écoles supérieures de faire des demandes officielles, d'entrer en

contact avec les étudiants et les professeurs et même de délivrer des diplômes de fin d'études aux étudiants qui n'avaient pas passé leur examen de diplôme avant le déclenchement de la guerre. Cette forme de travail didactique a été formellement interrompue le 4 mai 1940. En septembre de la même année on a publié un communiqué officiel confirmant la fermeture des écoles supérieures à Varsovie effectuée vers la fin de septembre 1939.

A Lwów dans la seconde moitié de septembre 1939 les autorités soviétiques ont fait des démarches énergiques pour mettre en marche toutes les écoles supérieures. La jeunesse ukrainienne, polonaise et juive, aussi bien indigène que celle qui est venue des terrains occupés par les Allemands, pouvait continuer ses études. Après l'entrée de troupes de la Wehrmacht à Lwów (30 VI 1941) les hitlériens ont commencé l'exercice de leur pouvoir par des pratiques sanglantes : ils ont passé par les armes (4 VII 1941) 25 professeurs et maîtres de conférences des hautes écoles de Lwów. La situation d'enseignement a également changé au détriment des étudiants mais elle n'était pas aussi pénible qu'à Poznań, à Varsovie ou à Cracovie. En 1942 les Allemands ont fait fonctionner les cours professionnels d'Etat à Lwów (Staatliche Fachkurse Lemberg) en tant qu'écoles supérieures professionnelles à orientation technique, médicale, pharmaceutique et commerciale. C'étaient les Allemands qui en assumaient la direction, les Polonais et les Ukrainiens y constituaient le corps enseignant et les effectifs. La fin des études ne donnait ni grade scientifique ni titre professionnel. Les facultés les plus importantes comme celle du droit, des sciences humaines, des sciences exactes et naturelles ont été fermées par les Allemands. Par contre on a institué le Commissariat de l'université de Lwów. Cette formule de l'enseignement supérieur a été acceptée par les autorités occupantes à Lwów vu leurs besoins en cadres hautement qualifiés dont la pénurie se faisait de plus en plus ressentir aussi bien dans le Reich que dans le G. G. après les trois années de guerre.

A Wilno l'Université Stefan Batory a recommencé à fonctionner en automne 1939 en tant qu'école supérieure lithuanienne. Après le déclenchement de la guerre germano-soviétique, à partir du 26 juin 1941 Wilno était occupé par les Allemands. L'université a été fermée par l'occupant, plusieurs professeurs mis en prison ou déportés dans des camps de concentration.

La fermeture des écoles supérieures et la suspension des activités de toutes les institutions et organisations scientifiques traduisaient l'attitude de l'occupant à l'égard des Polonais et surtout de l'élite intellectuelle. Conformément aux principes de la politique d'extermination menée par les hitlériens « la classe dirigeante de la nation polonaise » devait périr la

première. La formation d'une nouvelle intelligentsia dans les écoles supérieures étant interdite, la jeunesse polonaise ne pouvait continuer ses études ni dans les écoles supérieures polonaises ni dans les écoles allemandes.

A Poznań, à Varsovie, à Cracovie et à Lublin les bâtiments universitaires ont été occupés par la Wehrmacht, la police et l'administration hitlérienne. On y a établi des hôpitaux, des magasins, des bureaux, parfois des écuries et des garages. On brûlait des collections précieuses, des livres scientifiques, on pillait et emportait dans le Reich l'équipement des écoles supérieures et notamment l'appareillage, les objets d'art, les meubles et les tableaux de valeur, les accessoires didactiques.

Ainsi donc la jeunesse polonaise, dont 40 mille étudiants désireux de continuer leurs études et 15 mille jeunes gens s'est-elle vu privée de la possibilité de poursuivre ses études. Beaucoup de jeunes Polonais ont dû renoncer à leur rêve de devenir médecin, ingénieur, pédagogue, prêtre, rêve qu'on n'arrivait à réaliser souvent qu'au prix de grands efforts et de nombreuses privations et même des sacrifices de toute la famille. Ces jeunes gens se rendaient bien compte de n'avoir pas d'autre choix que le travail manuel effectué sur place ou dans le Reich.

Dans cet état de choses l'unique issue c'était de s'opposer aux intentions perfides de l'occupant. Cette lutte a trouvé son expression dans l'initiative des étudiants et des professeurs encouragés par toute la société polonaise qui a abouti à la création de l'enseignement supérieur clandestin.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

En 1938/1939 il y avait en Pologne 784 « gymnases » de 4 années où l'on dispensait l'enseignement général et 688 lycées de deux ans où l'on entrait à la sortie du « gymnase ». 234 mille écoliers y poursuivaient leurs études, 74 écoles normales primaires formaient environ 6000 instituteurs. Par contre les écoles secondaires professionnelles (« gymnases » et lycées) comptaient avec des écoles professionnelles (supplémentaires) 1255 établissements avec plus de 185 mille élèves.

Avant la guerre donc environ 425 mille élèves fréquentaient des établissements d'un niveau supérieur à l'école primaire, dont 300 mille les écoles secondaires d'enseignement général et des écoles professionnelles. En 1939 on a délivré plus de 50 mille certificats de fin d'études secondaires (« gymnases », lycées, écoles normales, écoles professionnelles, écoles militaires, séminaires ecclésiastiques) dont 20 mille baccalauréats.

Le déclenchement de la guerre a coïncidé avec la rentrée scolaire. Au lieu de se rencontrer à l'école les professeurs et les jeunes ont subi un

autre destin que leur réservait la guerre et ensuite l'occupation hitlérienne.

En septembre 1939 les élèves des écoles secondaires se sont rencontrés sur les chemins de l'évacuation, à la construction de tranchées, à des travaux d'aménagement des écoles en hôpitaux et autres établissements militaires, et ensuite dans des circonstances très variées créées par l'occupation des territoires polonais.

Pour les théoriciens l'avenir des écoles secondaires était définitivement fixé : il fallait supprimer ce type d'enseignement sans en créer d'autre. Sur les territoires incorporés au Reich il n'y avait aucune chance de continuer les études secondaires, tous les efforts visant à leur reconstitution étaient condamnés à l'échec. Dans le G. G. l'interdiction de l'accès aux écoles secondaires a revêtu des formes différentes et s'est déroulée dans différents délais. Le chaos organisationnel du début de l'occupation et la formulation peu précise des compétences des autorités hitlériennes ont permis aux professeurs de reprendre leur travail dans les « gymnases » et dans les lycées. En octobre 1939 dans la plupart des écoles les classes ont repris avec un nombre réduit d'élèves et de professeurs. La rentrée solennelle n'a pas eu lieu, on a agi avec discrétion et précaution comme si l'on prévoyait un danger. En effet la réponse de la part des autorités occupantes ne s'est fait pas attendre. Vers la moitié du mois de novembre 1939 la plupart des écoles ont été fermées. On les a fermées par des décrets formels ou sous des prétextes comme « épidémie de maladies contagieuses », nécessité d'utiliser les bâtiments scolaires à d'autres fins importantes.

Finalement en janvier 1940 toutes les écoles secondaires étaient fermées dans le G. G.. Le décret du gouverneur H. Frank du 31 octobre 1939 relatif à l'enseignement dans le G. G. ne comportait aucune mention concernant les écoles secondaires polonaises, en revanche on y défendait d'employer le terme « gymnase » ou « lycée » pour les écoles secondaires. Ainsi donc plus de 250 mille lycéens des écoles générales et professionnelles ne pouvaient-ils continuer leur éducation dans l'enseignement secondaire. 260 mille élèves qui avaient terminé leurs études primaires en 1939 et qui voulaient continuer leur formation n'ont pu accéder aux écoles secondaires. Les Polonais ne pouvaient plus aspirer qu'à des qualifications d'ouvrier et d'artisan qu'ils pouvaient acquérir dans les écoles professionnelles tolérées par l'occupant dans le G. G.. Les Allemands tenaient à former des ouvriers pour l'industrie, l'économie, l'agriculture, l'horticulture, le commerce et d'autres professions dont ils avaient besoins dans le G. G. et dans le Reich. Dans les écoles professionnelles il était interdit d'enseigner les sciences humaines classiques, l'enseignement du polonais était autorisé seulement dans certaines écoles (privées) comme matière secon-

daire et les enseignants n'en étaient pas rémunérés par les autorités scolaires. On voulait astreindre les Polonais à une situation de paria. Malgré les protestations de la part de la société polonaise, les écoles professionnelles constituaient pour les bureaux d'Arbeitsamt des postes de recrutement de la jeunesse aux travaux dans le Reich.

La courte période d'activité des écoles secondaires pendant les premiers mois de l'occupation a contribué à l'organisation de l'enseignement sous forme clandestine, en dépit des mesures de l'occupant.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Pour ce qui est de l'enseignement primaire il y a lieu de rappeler qu'avec l'autorisation de l'occupant il concernait seulement les enfants polonais domiciliés sur le territoire du G.G. et il était conditionné par l'élimination du programme des matières humanistes principales. En dépit des affirmations des théoriciens hitlériens que « tous les enseignants polonais et en particulier les femmes étaient des propagateurs du chauvinisme polonais et qu'il était impossible de les garder dans l'enseignement », en pratique les professeurs pouvaient enseigner aux enfants polonais toutes les matières, à l'exception de l'histoire, de la géographie et de la littérature polonaise. On a confisqué en outre des livres, des accessoires didactiques et des manuels relatifs à ces domaines. Cette consigne du gouverneur général était boycottée avec succès par les enseignants et les directeurs des écoles. Les manuels et les accessoires didactiques qu'on avait réussi à garder étaient mis à profit pleinement dans l'enseignement clandestin dispensé pour compléter les connaissances dans les matières condamnées par l'occupant. On boycottait également l'abonnement à la revue pour enfants portant le titre « Ster » (la Barre), considérée comme instrument de la propagande hitlérienne, quoique cet abonnement ait été considéré comme critère de la loyauté envers les autorités sur le plan de l'exécution des ordres allemands et que dans plusieurs écoles les directeurs aient été suspendus pour cette raison. Le sabotage des ordres des autorités occupantes était possible grâce à une entente parfaite entre les inspecteurs, les directeurs des écoles et les enseignants. Néanmoins après la consolidation de l'administration allemande de l'enseignement à tous les échelons (central, régional et communal) et après la nomination des Allemands à des postes importants et la réduction simultanée ou la liquidation des postes occupés par les Polonais il devenait de plus en plus difficile de déroger aux ordres des autorités occupantes. Il était également de plus en plus dangereux d'enseigner d'après les programmes d'avant la guerre. Les inspections de plus en plus fréquentes de fonctionnaires allemands servaient d'occasion à des

interventions brutales dans la vie interne de l'école et à des chicanes envers les enseignants.

La mise en oeuvre des tâches didactiques et éducatives exemplaire réalisée avec dévouement et conséquence par les enseignants polonais mérite une haute appréciation. En dépit des représailles et de la recrudescence du terrorisme les professeurs animés par l'espoir d'un proche rétablissement de la Pologne libre, contrariant les projets de l'occupant qui visait des buts tout à fait différents, faisaient tout leur possible pour obtenir de bons résultats dans leur travail.

Sur les terrains incorporés au Reich, dès le début, l'enseignement primaire n'avait pas de raison d'être. Dans le district dit de Warta en septembre et en octobre 1939 sur l'initiative des enseignants et des parents on a mis en marche à l'insu des autorités allemandes plus de 300 écoles primaires qui, par des mesures les plus perfides (arrestations des enseignants, ordre d'enseigner en allemand, mainmise sur les bâtiments, pénurie de charbon etc.) ont été liquidées. Formellement, par ordre des autorités occupantes on a fermé les dernières écoles primaires polonaises en mars 1940 et de cette manière la profession d'enseignant polonais a été supprimé sur tout le terrain du district dit de Warta. Mais ces 6 mois d'activité de l'enseignement polonais pendant l'occupation ont marqué une étape importante de la lutte pour la culture polonaise. Ces écoles poursuivant leur travail dans l'atmosphère d'une lutte politique implacable et du terrorisme croissant constituaient pour la société polonaise un rempart de l'esprit polonais.

En Silésie et en Poméranie après avoir forcé la majorité des Polonais à souscrire la Volksliste les occupants ont ordonné d'envoyer les enfants polonais dans les écoles allemandes. Etant donné que les enfants ne connaissaient pas la langue allemande, les autorités scolaires ont décidé d'organiser des écoles primaires à caractère intermédiaire (Übergangsvolksschulen). Par suite du programme réduit de ces écoles le niveau en était inférieur à celui des écoles allemandes. Dans les projets de germanisation on envisageait la réorganisation de ces écoles dès que les enfants polonais auront assimilé la langue allemande.

La situation des enfants des territoires incorporés au Reich était encore plus tragique. Dans les parties Nord de Mazovie et dans la région de Suwalki toutes les écoles primaires ont été liquidées. Par contre, dans la région de Bialystok, par endroits, surtout dans les agglomérations plus grandes de la population bielorusse on a gardé les écoles polonaises ou polono-bielorusses (ouverts). Les effectifs de ces écoles étaient minimes (environ 5 % de l'état d'avant la guerre), donc on peut dire qu'en réalité l'enseignement primaire polonais sur les terrains de Bialystok a été supprimé.

Par contre en Grande Pologne, une fois l'enseignement primaire polonais liquidé, l'occupant a procédé à organiser à partir du mois d'avril 1940 des écoles allemandes spéciales pour les enfants polonais (Volksschule für polnische Kinder) pour ne pas les laisser sous l'influence exclusive de la famille ou du milieu polonais.

A. Greiser dans un décret spécial a déterminé les objectifs et les tâches didactiques et éducatives de ce type d'enseignement en affirmant, entre autres : « L'enseignement dispensé aux enfants polonais a pour but de leur apprendre la propreté et l'ordre, le comportement décent et l'obéissance aux Allemands. Les enfants polonais apprendront les rudiments des connaissances selon les besoins de leur future profession. Ces connaissances doivent comprendre : l'apprentissage de la langue allemande pour que l'élève puisse comprendre sans difficulté les instructions orales données par ses futurs supérieurs et lire instructions écrites ou imprimées relatives à son travail, au maintien des machines etc. les quatre opérations arithmétiques, la connaissance des pièces de monnaie, des mesures, des poids et avoir la capacité de les enregistrer, les autres matières, y compris l'éducation physique sont exclues du programme de classes ». Il va sans dire que sans une analyse approfondie on se rend compte que ces écoles ressemblaient aux établissements scolaires de colonie. Leur but était la dégradation physique et culturelle des Polonais. On faisait des classes à raison de deux heures par jour, en allemand, les enseignants n'étant que des Allemands. Pour la plupart c'étaient des gens incompetents, ils avaient même des difficultés à s'exprimer correctement en allemand, surtout par écrit. Conscients de leur propres possibilités didactiques, ils aimaient mieux remplacer souvent les classes par un travail manuel. Le corps enseignant primitif chargé de l'éducation selon les consignes de la discipline et de l'organisation allemandes avaient recours à des méthodes brutales. On frappait les enfants, les insultait, chicanait et offensait leur sentiment national. On n'apprenait aux enfants que l'allemand et le calcul et encore dans un cadre réduit. On employait souvent les enfants à cueillir des fruits, des légumes, à ramasser des herbes médicinales, des pierres et aux travaux dans les champs. L'atmosphère malveillante qui régnait à l'école décourageait les enfants et leurs parents, qui sous différents prétextes, leur permettaient de rester à la maison.

En Grande Pologne on a organisé 123 écoles allemandes pour les enfants polonais avec des effectifs de 18.000 (avant la guerre il y avait 2.500 écoles avec 355 mille élèves). On y a employé 200 enseignants ce qui revenait à 90 et même dans des cas extrêmes à 200 élèves par l'enseignant.

Toutes ces mesures prises par les Allemands visaient à anéantir la

structure organisationnelle de la culture, de la science et de l'éducation polonaises. Ce but a été pleinement atteint sur les terrains incorporés au Reich et a été partiellement réalisé dans le Gouvernement Général.

L'ENSEIGNEMENT CLANDESTIN

En ce qui concerne l'éducation, dans la situation sans précédent que l'occupant hitlérien a créée en Pologne, les professeurs et les chercheurs scientifiques surs de l'appui des parents et des organisations clandestines, ont pris le risque de dispenser l'enseignement dans les conditions de conspiration.

L'organisation du noyau de l'enseignement clandestin a eu lieu dans les circonstances particulièrement difficiles. Les homicides de la population polonaise, les exécutions publiques, fusilllements et lynchs, arrestations, internements dans les camps de concentration, déportation aux travaux forcés dans le Reich, expropriation et expulsion forcées — telles étaient les représailles qui apportaient souvent la mort, l'infirmité ou la maladie. Ces persécutions ont fait comprendre aux Polonais les intentions criminelles de l'occupant. Les chiffres l'ont ensuite confirmé en effet : 48 mille représentants des intellectuels de différentes orientations dont 7.600 enseignants et chercheurs scientifiques, 7.500 médecins et stomatologues, 5.600 juristes 2.600 prêtres catholiques ont succombé au cours de la guerre, dans des camps de concentration, dans des exécutions ou dans d'autres circonstances. Pourtant les tentatives d'intimider et de terroriser la population polonaise ont échoué. Les Polonais ont déchainé contre l'ennemi une lutte sans merci aussi bien militaire que civile. L'enseignement en faisait partie.

La campagne de septembre et les mesures de représailles prises par les hitlériens avaient diminué et dispersé le cadre des enseignants. Cela entravait l'organisation du travail didactique clandestin, surtout au début de l'occupation. Les conditions de vie difficiles dues à la guerre et à l'occupation frappaient aussi le milieu des enseignants et des chercheurs scientifiques. Beaucoup d'entre eux ont subi le sort de tous les militaires, ils ont participé à la campagne de septembre et ressenti toutes les conséquences de la défaite. D'autres après avoir reçu l'ordre d'évacuation ont quitté leur domicile et se sont rendus sur des terrains plus éloignés de la ligne du front. D'autres encore de crainte de représailles de la part de l'occupant ont embrassé différentes professions, souvent sous des noms changés. Cette dispersion du corps enseignant était due aussi aux arrestations, aux déportations dans les camps de concentration ou aux travaux forcés dans le Reich. Beaucoup d'entre eux ont été expulsés des terrains de l'ouest et ils se sont installés dans des localités situés dans le

G.G.. Il faut se rappeler encore que lors du déclenchement de la guerre certains enseignants, surtout les professeurs universitaires étaient encore en congé et les hostilités les ont empêchés de rentrer de chez leurs parents et des endroits où ils avaient passé leurs vacances. Il y avait donc des localités où pendant l'occupation il se trouvait plus d'enseignants qu'avant la guerre, mais dans d'autres il en manquait ou bien leur nombre a diminué considérablement par rapport à l'état d'avant 1939.

L'organisation de l'enseignement clandestin s'est avéré difficile et complexe non seulement à cause des divergences d'opinions des personnes intéressées. La société polonaise croyait que la guerre finirait bientôt. On comptait sur une intervention rapide et efficace des alliés occidentaux et par conséquent sur la défaite du III^e Reich. La capitulation de France que les Polonais ont fortement ressentie a changé les opinions.

La bibliographie relative à ce sujet nous présente les diverses conceptions sur les motifs et les mobiles qui ont influé sur la décision d'organiser l'enseignement clandestin au niveau primaire, secondaire et supérieur. Pourtant tous sont d'accord que le moteur principal de l'activité clandestine c'était l'enseignant, il était la figure de proue de son développement. C'était son patriotisme, son dévouement à la vocation et aux élèves. Au début on se cherchait réciproquement : l'enseignant cherchait les élèves, les élèves cherchaient l'enseignant pour se consulter en commun et pour établir les formules de la formation future face à l'ordre émis par les autorités occupantes sur la fermeture des écoles et notamment des écoles secondaires et supérieures. Dans l'organisation de l'enseignement primaire une part considérable incombe aux parents et aux familles. Certains parents instruisaient leurs enfants eux-mêmes, mais ils aimaient mieux confier cette tâche aux pédagogues compétents ou bien profitaient de leurs conseils. Aujourd'hui dans une étude retrospective, on peut affirmer que la plupart de parents et de tuteurs prenaient un grand soin de l'éducation de leurs enfants, conscients du fait que la privation des enfants de la tutelle pédagogique pouvait entraîner de graves conséquences pour leur développement intellectuel et leurs caractères. Le manque de vigilance de la part des parents ou des enseignants, ce qui parfois était explicable dans les conditions de l'occupation, pouvait causer une déviation et une démoralisation de la jeunesse.

L'enseignement clandestin a donc été le fruit des contacts individuels des professeurs avec les élèves et les étudiants ainsi qu'avec leurs parents ou leurs tuteurs.

Les dates de l'ouverture des cours clandestins coïncidaient d'habitude soit avec l'apparition de communiqués des autorités occupantes limitant le champ de l'activité didactique, soit avec la date de la fermeture d'une école polonaise dans la localité donnée. Au début l'enseignement clan-

destin a eu un caractère spontané, individuel, résultant de l'initiative des enseignants particuliers, des parents ou de la jeunesse même. Dans nombreux cas on observait des liens étroits personnels qui unissaient les enseignants et leurs étudiants, des contacts engagés dès les premiers jours de l'occupation, ce qui trouvait sa confirmation dans des consultations de professeurs universitaires, dans l'organisation des examens et dans des conseils donnés aux étudiants au sujet des méthodes de leur travail. Ces rapports entre enseignants et étudiants n'étaient pas encore systématiques, ils n'avaient pas encore de grande portée, mais dans certains milieux ils ont servi de point de départ pour l'enseignement clandestin systématique. La courte période du fonctionnement des « gymnases » et des lycées dans le G.G. dans les années 1939—1940 a facilité les contacts entre les enseignants et les jeunes et par cela même a contribué à la naissance de l'enseignement clandestin au degré secondaire.

Avec le temps au fur et à mesure que l'éducation clandestine prenait un essor il s'est avéré nécessaire de coordonner l'organisation, d'établir une tutelle scientifique et d'élargir des formes de coopération et d'entraide.

C'étaient les organisations sociales et les autorités de l'éducation clandestine qui ont apporté leur aide à la résolution de ces problèmes. Le rôle essentiel a été accompli par le Syndicat des Enseignants Polonais qui vers la fin d'octobre 1939 a pris le sigle de conspiration TON — Tajna Organizacja Nauczycielska (Organisation Clandestine d'Enseignants). TON a rétabli le réseau organisationnel à l'échelon central, régional et communal, créé des formes d'assistance pour les enseignants expulsés des terrains incorporés au Reich, tout en encourageant toutes les formes de l'éducation clandestine. Vers la fin de l'année 1940 dans le cadre de la Délégation du Gouvernement pour la Pologne on a instauré à Varsovie le Département de l'Education et de la Culture (Departament Oświaty i Kultury DOiK). Son objectif était de s'opposer activement à la politique discriminatoire menée par l'occupant en organisant son propre système d'activités clandestines. Le Département se proposait d'atteindre ce but avec le concours et la collaboration du TON dont les propositions inspiraient confiance aux enseignants.

La coopération entre TON et DOiK se développait avec succès aussi bien sur le plan de l'organisation que celui du personnel. Ces organismes coopéraient tout en se complétant, le Département a pris en charge les fonctions d'administration de l'éducation en clandestinité, tandis que TON en tant que chef idéologique et politique des enseignants inspirait leur activité, incitait à la lutte, encourageait, prêtait son aide et son appui. C'était à l'échelon central et dans une certaine mesure, à l'échelon régional qu'on pouvait remarquer l'organisation distincte du TON et du DOiK.

Aux échelons inférieurs les différences s'estompaient. Il va sans dire que l'administration de l'éducation sans concours d'une organisation sociale n'était pas à même de jouer un rôle efficace.

C'est sur le plan de l'enseignement clandestin que la coopération du TON et du DOiK était la plus étendue et la plus efficace. Dès le début, d'un commun accord ces deux institutions ont donné à l'enseignement clandestin la priorité en lui assurant l'appui organisationnel, matériel et moral. Parfois même l'enseignement clandestin a été l'objectif primordial et souvent le seul qui ait été réalisé avec toute conséquence et dévouement par les filiales locales du TON et du DOiK pendant toute l'occupation. On y mettait au point et on y diffusait des instructions relatives à l'organisation, des indications sur le travail didactique et éducatif clandestin, des appels et des communiqués adressés aux parents, aux enseignants, on collectait des fonds et assurait l'aide matérielle aux professeurs et aux chercheurs scientifiques, on organisait l'activité publicitaire, facilitait la formation de cadres pédagogiques et celle de la propagande dans la conspiration.

Il faut rappeler également l'aide portée aux gens engagés dans l'éducation clandestine par les organisations politiques et militaires qui commençaient à se constituer en clandestinité.

Dans cette période tragique on pouvait considérer comme un succès chaque pas en avant fait sur le chemin de développement de l'enseignement secret en dépit de nombreux obstacles, mais en même temps il faut se rendre compte de grosses difficultés, de l'équipement modeste en fournitures scolaires, des possibilités limitées de la mise en oeuvre des expériences, des travaux pratiques, des stages et les conditions souvent bien primitives dans lesquels l'enseignement devait se dérouler. D'ailleurs il ne pouvait pas être autrement à l'époque où le terrorisme hitlérien et la politique discriminatoire sur le plan de l'éducation faisaient rage. L'attitude ferme des initiateurs et des organisateurs de l'éducation clandestine, leur résistance aux conditions particulièrement dures, leur engagement dans une lutte pour l'avenir des jeunes générations leur valent le plus grand mérite. L'une des questions les plus complexes dans l'organisation de l'enseignement clandestin était de trouver des locaux qui se prêtaient au travail avec les enfants, les lycéens et les étudiants. Ce problème est resté très urgent non seulement à l'étape initiale mais pendant toute l'occupation, vu qu'on devait assurer les conditions de sûreté. Beaucoup de bâtiments scolaires ont été détruits ou endommagés pendant la campagne de septembre, ou bien occupés par les Allemands à d'autres fins. L'exploitation de ces locaux pour l'enseignement clandestin était d'ailleurs exclue. Le plus souvent on profitait des appartements privés des enseignants ou des étudiants ou d'autres personnes qui donnaient

leur appui à cette activité. On mettait à profit également les locaux occupés par des écoles primaires, professionnelles ou d'autres cours fonctionnant avec autorisation des autorités allemandes et des pensions, des maisons paroissiales etc. et d'autres qui pouvaient servir de salles de classe. Dans des cas justifiés, pour des raisons de sécularité, on changeait de place ou bien on suspendait les cours dans le local donné. Par souci de sécurité l'Organisation Clandestine d'Enseignants recommandait un choix soigné de locaux et déconseillait la mise à profit des appartements des enseignants. Les conditions de vie et de l'activité conspiratrice extrêmement pénibles sur les terrains incorporés au Reich amenaient les enseignants, les parents et les étudiants à mettre au point des méthodes et procédés appropriés pour ne pas laisser repérer les cours clandestins par la police. Dans l'organisation de ces cours chaque détail avait son importance puisqu'il s'agissait de s'assurer contre les conséquences d'une imprudence, contre les perquisitions imprévues de la police et de tromper la vigilance de l'ennemi, en particulier celle des Allemands autochtones. Une mesure utilisée fréquemment consistait à déguiser les classes sous l'apparence d'autres travaux (couture, tricotage, rafistolage de chaussures, de vêtements, bricolage, exercice sur des instruments de musique) qu'on se mettait à exécuter en cas de l'arrivée de la police ou d'une personne suspecte. La simulation d'un cours de langue allemande s'est avérée un procédé très utile pour camoufler l'enseignement clandestin. La jeunesse polonaise était ingénieuse dans l'organisation des conditions de sécurité.

Les étudiants des cours clandestins de mathématiques, de sciences naturelles, de technique et de médecine ont eu le point de départ le plus difficile. Ces orientations nécessitaient par surcroît des laboratoires spécialisés et un appareillage adéquat, faute de quoi le travail didactique a eu au début un caractère uniquement théorique. Ce n'est qu'en 1942 qu'on a réussi à entrer en contacts avec des écoles et des cours professionnelles autorisées, avec des cliniques et des hôpitaux ce qui a permis de créer des conditions plus propices aux travaux de laboratoire et à l'organisation de stages. L'ingéniosité et le dévouement des participants de l'enseignement clandestin ont contribué à surmonter les obstacles. Avec le concours des chercheurs scientifiques et des étudiants on est arrivé à organiser de petits laboratoires dans des maisons particulières, avec équipement en appareils techniques, en préparations accessoires didactiques de différente provenance.

On ne peut pas oublier les grosses difficultés auxquelles on se heurtait pour avoir des manuels, des cours photocopiés, des livres et toute sorte de matériaux indispensables pour faire les cours. Sur les terrains incorporés au Reich on brûlait les livres polonais, dans de G.G. on or-

donnait de rendre les livres et les manuels de sciences humaines, nulle part on ne permettait pas d'en imprimer des nouveaux. Pour satisfaire aux besoins les plus urgents des étudiants participants à l'enseignement clandestin, il fallait avoir beaucoup d'initiative et d'habileté pour arriver à trouver une solution et pour faire des démarches appropriées. Les autorités syndicales et celles de l'éducation clandestine, les enseignants et la jeunesse recouraient à tout un arsenal de mesures préventives pour diminuer ces goulots étroits.

Il y a lieu de souligner l'importance des démarches faites par le TON et la DOiK pour élaborer des manuels et mettre au point d'autres accessoires didactiques. C'était une tâche d'une grande portée sociale et en même temps difficile à réaliser et dangereuse. Deux maisons d'édition, à savoir Nasza Księgarnia (Notre Librairie) et Państwowe Zakłady Szkolne (Maison des éditions scolaires d'Etat) dirigées par des membres très actifs du TON se sont remarquées particulièrement. D'abord on a distribué en toute hâte, les stocks d'avant la guerre, ensuite on a organisé la réimpression de vieux manuels avec date de publication 1939 ou même antérieure. De telle sorte sur le marché clandestin on a vu apparaître quelques centaines de milliers de manuels d'histoire, de littérature polonaise, de géographie, de mathématique, de sciences naturelles et d'abécédaires. On a publié également environ 200 manuels scolaires et universitaires mis au point pendant l'occupation et des dizaines d'autres en tant que réimpressions de livres d'avant la guerre. C'était le TON qui avec le concours de beaucoup de chercheurs scientifiques prenait soin de la publication, tandis que DOiK accordait le plus souvent des subventions.

Cette activité créait un climat propice à la coopération et permettait de lutter pour le maintien de la continuité de la culture et incitait la jeunesse à la participation dans cette oeuvre. Pendant l'occupation allemande non seulement les particuliers ou les familles, mais aussi toute la société veillaient à l'épanouissement de la jeunesse privée de possibilités de profiter des biens fondamentaux de la culture nationale et de l'éducation.

Sur le plan quantitatif c'était un problème énorme, il concernait 260 mille jeunes gens qui avaient fait leurs études primaires, 20 mille bacheliers de l'année 1939, plus de 250 mille élèves des écoles secondaires et en outre plus de 40 mille étudiants des écoles supérieures dont les études avaient été interrompues par la guerre et auxquels l'occupant avait interdit de continuer les études interrompues. Cette interdiction frappait également tous les élèves des écoles primaires polonaises sur les terrains incorporés au Reich.

Malgré tous les efforts des enseignants qui étaient décidés de

s'opposer aux actes illégaux de la part des hitlériens et au tort fait aux enfants polonais, il était impossible d'organiser l'enseignement clandestin pour tous les étudiants privés de possibilités de continuer leurs études. Quelle que soit la qualité de l'enseignement clandestin, étant donné les conditions de l'occupation, il ne pouvait être comparé sur le plan quantitatif, à celui des écoles primaires, secondaires et supérieures exerçant leur activité normale. C'était en pratique irréalisable et maintes en étaient les raisons.

Ayant environ 9 mille enseignants élémentaires, l'enseignement clandestin primaire dans les années 1943/1944 a touché 150 mille élèves. L'objectif des 2/3 d'élèves et d'enseignants dans le G.G. était de compléter des connaissances dans les matières proscrites par l'occupant (histoire, géographie, littérature polonaise). L'enseignement clandestin de ces matières importantes du point de vue didactique et éducatif a été dispensé le plus souvent dans les écoles primaires légales et concernait plutôt les élèves des classes terminales. Chaque enseignant s'efforçait de mettre sur pied le programme complet d'avant la guerre et en dépit des intentions des autorités allemandes d'atteindre le niveau le plus élevé aussi bien dans le travail didactique que dans celui de l'éducation.

Pour mener à bien cette tâche, il fallait non seulement apprendre aux élèves les matières éliminées du programme et celles qui avaient été supprimées partiellement à cause de leur signification patriotique ou de leur expression politique, mais aussi organiser le travail de telle façon qu'on puisse réaliser tout le programme avec un horaire hebdomadaire considérablement réduit. Les mesures des autorités allemandes arrivaient à suspendre jusqu'à 1/3 de cours pendant l'année scolaire et imposaient aux enseignants des efforts supplémentaires. Les autorités allemandes altéraient avec préméditation le rythme régulier du travail des écoles polonaises dans le G.G.

Sur les terrains incorporés au Reich, étant donné que l'enseignement primaire avait été liquidé et qu'on appliquait des représailles sévères à l'égard des enseignants, le champ d'activité de l'enseignement clandestin devait être limité. Les classes avaient lieu dans la plus stricte clandestinité, individuellement ou dans des groupes de quelques élèves, dans des appartements privés des Polonais, à raison de 2 à 3 fois par semaine, le soir ou le dimanche. Pour la plupart on réalisait le programme de la I^{re} à la IV^e année, en enseignant le polonais, l'histoire, les mathématiques, parfois la géographie et les sciences naturelles, rarement d'autres matières. Le plan de l'enseignement devait tenir compte des mesures de sécurité et de la disponibilité des élèves et des enseignants. Ceci dépendait des travaux (souvent manuels) imposées par

l'occupant aussi bien aux enseignants qu'aux élèves plus âgés. Sur les mêmes principes on a organisé sur les territoires annexés l'enseignement clandestin du degré secondaire. La pénurie d'enseignants, le travail manuel des élèves, leur dispersion, le couvre-feu et d'autres restrictions entravaient l'épanouissement de cette action.

Par contre dans le G.G. l'enseignement au niveau des « gymnases » et des lycées se développait pour le grand bien de la jeunesse indigène comme de celle qui venait de tous les coins de Pologne. Les cours de l'enseignement clandestin s'organisait non seulement dans les localités où avant la guerre il y avait eu des écoles secondaires, mais dans d'autres également et même parfois dans des villages. Des recherches menées jusqu'ici il résulte que dans l'année scolaire 1943/1944 l'éducation clandestine au niveau des écoles secondaires d'enseignement général comprenait 8,5 mille enseignants et 73 mille élèves. Etant donné la situation ce chiffre paraît imposant, 73 mille étudiants représentant 1/3 de la population scolaire d'avant la guerre (222 mille). Ce nombre n'englobe pas quelques centaines d'élèves des lycées à orientation pédagogique, d'étudiants de centres pédagogiques, de cours préparatoires à l'enseignement ni les effectifs des écoles appelées « écoles déaspirants » organisées par les centres militaires clandestins pour les futurs officiers. On n'y prend pas en considération non plus l'activité pédagogique du milieu professionnel artistique, surtout celle de musiciens et de peintres.

Les modalités de l'enseignement clandestin du degré secondaire variaient d'une région à l'autre, même d'une ville ou bourgade à l'autre selon les conditions créées par l'occupation hitlérienne. On pouvait remarquer une modification spécifique de formes organisationnelles et de méthodes du travail didactique et pédagogique. Sur les terrains incorporés au Reich il n'existait que de petits groupes ou l'enseignement individuel. Dans le G.G. où il y avait plus de possibilités on organisait encore, surtout dans de grandes villes, des groupes d'élèves soit sous forme de classes légales des écoles professionnelles ou élémentaires, soit sous forme de différents cours. Tout en feignant de suivre le programme des écoles ou des cours on dispensait l'enseignement régulier au niveau de « gymnases » ou de lycées. Des informations recueillies auprès des enseignants ou des élèves il résulte que dans le G.G. les cours avaient lieu fréquemment (presque tous les jours), sur les terrains annexés ils étaient plus espacés. Dans certains cas, les étudiants travaillaient presque tout seuls, consultant de temps à autre le professeur qui leur donnait des indications sur les matériaux et les méthodes et vérifiait les connaissances. On connaît également des exemples d'un travail tout à fait individuel des jeunes dans les cas où ils menaient de

front un travail professionnel ou habitaient à la campagne. Tous passaient des examens dont le couronnement était le baccalauréat clandestin.

Un rôle important pour l'éducation était rempli par le mouvement artistique d'amateurs lié à l'enseignement clandestin. Il revêtait différentes formes, telles que vulgarisation de la lecture, projection de diapositives d'après les sujets choisis, présentation de la tradition nationale, de coutumes populaires, organisation de soirées artistiques, synètes avec des santons ou marionnettes, représentations, soirées de poésie etc. Ces manifestations culturelles et artistiques dont le contenu avait une grande valeur éducative et parfois une expression politique profonde constituaient un complément appréciable de l'enseignement clandestin général. Cette sorte d'activité était surtout valable pour le travail éducatif avec les enfants et la jeunesse habitant les terrains annexés où l'objectif principal était la lutte contre la germanisation, contre l'endoctrinement fasciste, au moyen du maintien de la continuité de la culture polonaise par la propagation et par l'affermissement du patriotisme, par une action sur l'éducation de la jeune génération dans l'esprit de la tradition nationale. Il s'agissait de convaincre et de protéger la jeunesse qui n'était pas toujours suffisamment refractaire à la propagande hitlérienne, contre l'influence pernicieuse de l'idéologie fasciste. La lutte contre la germanisation et l'endoctrinement fasciste était un élément très important du travail des enseignants en Silésie et en Poméranie. Sur ces terrains les enfants polonais tout en suivant l'enseignement clandestin fréquentaient de rigueur les écoles allemandes et subissaient l'emprise des enseignants allemands et de l'organisation de la jeunesse hitlérienne. C'est pourquoi une tâche très importante incombait aux contacts personnels des enseignants polonais avec les jeunes, à l'initiation à la prise d'habitude de la lecture (par prêt de livres) et à l'ouverture, dans la mesure du possible, aux différentes manifestations de la culture nationale.

Ce qui caractérisait la campagne, c'étaient sa diversité, sa souplesse et l'habileté d'adapter sa portée et son champ d'activité aux réalités de l'occupation.

Les études universitaires constituaient le couronnement de l'enseignement clandestin. Cette action a été amorcée au milieu de l'automne 1940. Le facteur qui a eu une influence décisive sur son développement était le corps enseignant. Le centre qui réunissait la plupart de professeurs c'était Varsovie où il y avait eu avant la guerre le plus grand nombre d'écoles supérieures. Il y avait afflué en plus des terrains de l'ouest de la Pologne, et notamment de Poznań des chercheurs scientifiques évacués ou expulsés en septembre 1939.

L'attitude très active des organisateurs de l'enseignement clandestin a encouragé et attiré d'autres chercheurs qui s'installaient de plus en plus dans des agglomérations urbaines. Parmi les organisations il y avait eu plusieurs savants remarquables et des professeurs connus et estimés. Certains d'entre eux ont assumé les fonctions de président de l'université clandestine, de doyens, de directeurs de sections ou d'équipes. Leur contribution constituait une grande force d'attraction pour les étudiants et les jeunes chercheurs et garantissait le niveau élevé de l'enseignement.

Des études actuelles il résulte que dans les années 1940 — 1945 l'enseignement supérieur clandestin a engagé 737 personnes (y compris les chiffres peu précis provenant de Wilno et de Lwów) dont 257 professeurs et 135 maîtres de conférences. Donc les chercheurs scientifiques constituaient plus de la moitié du total des enseignants de l'enseignement supérieur clandestin, et 47,6 % des effectifs de 1939.

L'enseignement clandestin du degré supérieur a été fondé à Varsovie et c'est là aussi qu'il a pris le plus grand essor. 4.500 étudiants ont suivi les cours à Varsovie, 726 à Cracovie, 265 à Wilno, 149 à Lwów et dans d'autres villes, surtout à Kielce et à Częstochowa où les écoles supérieures de Varsovie ont organisé des cours à l'intention de près de 660 personnes. Le chiffre global de 6.300 étudiants (sans compter environ 5,8 mille élèves des écoles professionnelles pour qui on a organisé certains cours au niveau supérieur) qui constituait l'effet quantitatif du travail en clandestinité, était digne de la plus haute appréciation, mais ne constituait que 13 % des effectifs de l'année 1938. La répartition était la suivante: 48,4 % étudiaient les sciences sociales et humaines, 33,3 % — la médecine, 10,3 % — les sciences techniques, naturelles et mathématiques et 8 % — l'agriculture et la sylviculture.

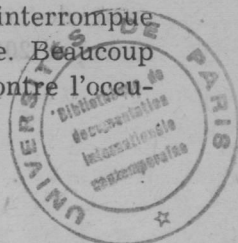
Dans la capitale deux écoles supérieures clandestines se classaient au même rang en ce qui concerne le nombre d'étudiants: l'Université de Varsovie et l'Université des Territoires de l'Ouest. Pendant l'occupation le sénat de l'Université de Varsovie a suspendu son exercice et les facultés (des sciences humaines, du droit, de mathématiques et des sciences naturelles, de médecine et de théologie) sont devenues des unités autonomes. Les cours clandestins des étudiantes de l'Université des Territoires de l'Ouest ont été organisés dans le cadre de mêmes facultés qu'à l'Université de Varsovie, à la faculté économique, agricole et sylvicole et à l'Institut de Mer. Les effectifs des deux universités coopérant à Varsovie ont dépassé 2.730 dont 1.430 étudiaient les sciences sociales et humaines. De plus l'Université des Territoires de l'Ouest a organisé des cours clandestins en dehors de Varsovie, qu'ont suivis 434 étudiants (dans les années 1943 — 1945).

Toujours à Varsovie, à côté des universités il y avait des cours organisés à l'Université technique avec des sections de mécanique, d'électricité, du génie civil, d'architecture, à l'École Centrale d'agriculture à la section des sciences humaines, de droit et d'économie, de pédagogie et à la section sociale et d'éducation qui fonctionnait dans le cadre de l'Université libre. Dans chacune de ces trois écoles 400 personnes poursuivaient leurs études, donc 1.200 au total. On ne peut pas passer sous silence la contribution du personnel de l'Académie de l'éducation physique et de certains professeurs de l'Académie de beaux arts et de l'Académie des sciences politiques à l'enseignement clandestin individuel en groupes de plusieurs étudiants.

A Varsovie il y avait aussi des écoles professionnelles dont l'activité était légale et qui coopéraient souvent systématiquement avec les écoles clandestines supérieures. Elles mettaient non seulement à la disposition de l'enseignement clandestin leurs laboratoires et leurs accessoires didactiques, mais elles organisaient aussi pour leurs étudiants et en premier lieu pour les titulaires de diplômes de l'enseignement secondaire des cours faisant partie du programme des deux premières années des études supérieures, en particulier dans le domaine de l'économie, de la médecine, de la technique et de l'agriculture. Après avoir terminé leurs études dans ces écoles les étudiants continuaient fréquemment les études supérieures dans des groupes post-scolaires de leur spécialité. Les écoles professionnelles pouvaient jouer et ont joué un rôle significatif dans l'éducation de la jeunesse au niveau supérieur grâce à la qualité de leur corps enseignant composé souvent de professeurs universitaires et de jeunes chercheurs scientifiques. C'est après la libération du pays qu'on a pu évaluer les effets du travail de ces écoles.

Le ghetto de Varsovie constituait un centre particulier de l'enseignement supérieur clandestin qui s'occupait souvent de médecine. C'est là que s'est trouvée une équipe de professeurs, de maîtres de conférences et d'assistants de la faculté de médecine de l'Université de Varsovie. Dans des années 1940—1942 les autorités hitlériennes ont permis d'organiser des cours sanitaires en prévision d'une explosion d'épidémies dans le ghetto. Cette formule de l'activité didactique autorisée par les Allemands a servi d'occasion pour créer des cours clandestins de médecine à l'intention de 500 étudiants environ. Ces études constituaient un fragment de la vie normale des participants vivant dans le ghetto et permettaient d'oublier temporairement tout au moins le cauchemar de leur existence.

L'activité des écoles poursuivie dans la capitale a été interrompue au moment du déclenchement de l'insurrection de Varsovie. Beaucoup de professeurs et d'étudiants ont pris les armes pour lutter contre l'occu-



pant. Certains d'entre eux ont payé leur participation de leur propre vie. Une fois l'insurrection étouffée une équipe de professeurs et d'assistants des écoles clandestines de Varsovie a procédé à la continuation de leur activité didactique en dehors de Varsovie et notamment à Czestochowa (p.ex. cours clandestin de l'Ecole centrale du commerce avec 70 étudiants) et à Kielce (Cours Universitaire Clandestin de Kielce avec 150 étudiants).

A Cracovie l'enseignement clandestin au niveau supérieur s'est réuni autour de la plus ancienne université polonaise, l'Université Jagellonne. A cause de l'arrestation de professeurs et de chercheurs scientifiques en novembre 1939 on a commencé le travail en clandestinité avec certain retard par rapport à d'autres centres universitaires. Dans les années 1942—1945 on a organisé des cours clandestins pour plus de 700 étudiants dans le cadre de quatre facultés, celles du droit, de médecine, y compris la pharmacie), de philosophie et d'agriculture.

Les professeurs et les assistants de l'Académie des Mines n'ayant pas de locaux ni de laboratoires ont déménagé dans un bâtiment annexe situé dans la banlieue de Cracovie et là ils ont repris leur activité didactique à l'Ecole de sidérurgie et de géodésie organisée avec l'autorisation de l'occupant en tant qu'école professionnelle. Leurs compétences garantissaient le niveau élevé de l'enseignement dispensé dans cette école et parallèlement ils organisaient dans des appartements particuliers des cours universitaires clandestins. En résultat les étudiants de cette école et des cours clandestins ont passé plusieurs examens et épreuves qui ont été validés à l'Académie des Mines.

Nos renseignements sur l'enseignement clandestin dispensé à Lwów et à Wilno sont incomplets. Les professeurs et les étudiants des facultés du droit, des sciences humaines, de mathématiques et des sciences naturelles de l'Université Jan Kazimierz à Lwów ont procédé au tournant des années 1941/1942 à l'organisation de l'enseignement clandestin. Jusqu'à la fin de la guerre environ 150 étudiants et plusieurs thésards y ont poursuivi leurs études.

En ce qui concerne l'Université de Wilno nous ne disposons que d'un matériel très limité portant sur les études clandestines poursuivies aux facultés de médecine et des sciences humaines. Après la liquidation de l'université polonaise par l'administration lithuanienne on a organisé en février 1940 les premiers cours réunissant quelques dizaines d'étudiants. Après l'occupation de Wilno par les Allemands, cette activité a pris de l'élan. Le milieu médical a été particulièrement dynamique en organisant des cours théoriques et des stages de clinique à l'intention de presque 200 étudiants. Grâce aux professeurs des universités de Lwów

et de Wilno les étudiants ont eu la possibilité de passer leurs examens pendant toute la guerre et l'occupation.

L'enseignement supérieur clandestin a à son actif 723 diplômes de licence ou de maîtrise, de doctorat (de différents cycles) et des milliers d'examens de matières particulières et des unités pour les diplômes de fin d'études. Après la libération, dans les années 1944—1946 on a pu délivrer plus de 6.000 diplômes recompensant les études commencées sous l'occupation.

Le développement de l'enseignement supérieur clandestin n'était pas, puisque c'était impossible, uniforme et adapté aux besoins réels. Toute l'activité planifiée était freinée par l'occupant qui à différentes époques redoublait les représailles et les persécutions dont les victimes étaient, entre autres, des professeurs et des étudiants. Pour éviter le danger de la déconspiration et de ses conséquences on choisissait très soigneusement les locaux où l'on pouvait donner des cours ou faire des stages, on organisait des équipes d'étudiants peu nombreuses, les étudiants devaient faire des déclarations orales sous forme de promesses ou de serments.

C'est l'attitude des étudiants à l'égard de la science et leur engagement qui décidaient du succès et des résultats de cette action poursuivie en clandestinité. Les professeurs universitaires, dans leurs rapports rédigés après la guerre, ont hautement apprécié le travail de la jeunesse, sa lutte et ses efforts pour s'instruire dans les conditions pénibles de l'occupation hitlérienne. Il y a lieu de rappeler que la jeunesse devait mener de front ses études clandestines et le travail pour gagner la vie et souvent c'était un dur travail manuel. Les jeunes brûlaient du désir de participer à une lutte armée contre l'ennemi. Comme membres d'organisations militaires et civiles ils ont participé aux opérations de la résistance, aux actions de diversion, de sabotage, ont pris part à l'insurrection de Varsovie, assumé les fonctions d'agents de liaison, assuré le colportage de la presse clandestine, travaillé à l'assistance sociale dans l'enseignement clandestin pour enfants etc. Certains cours, surtout ceux qui étaient constitués de jeunes hommes, servaient de groupes de choc aux organisations militaires clandestines. Malgré les précautions et la vigilance, cette lutte a entraîné de nombreuses victimes.

Il fallait beaucoup d'enthousiasme, de dévouement et de patriotisme de la part des enseignants et de la jeunesse pour que le travail professionnel et la participation à la lutte n'aient pas d'influence négative sur leur travail didactique ni sur le niveau scientifique de l'enseignement. Aussi bien les uns que les autres comprenaient bien la nécessité

de l'éducation et son importance pour l'avenir de la Pologne. Ils s'engageaient donc à acquérir les connaissances et à les diffuser avec le plus grand zèle et avec l'ambition d'obtenir les meilleurs résultats.

Pendant l'occupation on a vu naître des liens spécifiques entre les participants de l'enseignement clandestin. Les professeurs et les étudiants en tant que conspirateurs face au danger se sentaient très liés et nécessaires les uns aux autres, prêts à s'entraider dans des circonstances difficiles, ils coopéraient pleins de confiance et d'amitié, ils saisissaient chaque occasion pour s'opposer à la réalisation de la politique hostile à la Pologne menée par l'occupant.

La participation à l'enseignement clandestin, le fait même de l'existence des cours clandestins à l'époque ténébreuse de l'occupation hitlérienne, en dépit de la terreur physique et intellectuelle, inspirait l'optimisme aux participants et aux Polonais initiés, évoquait la liberté de la patrie, encourageait à la lutte contre l'ennemi au nom de la victoire.

Le travail, les efforts pour s'instruire et la lutte de la jeunesse polonaise pendant l'occupation hitlérienne, son dévouement à la cause de la libération, son patriotisme et sa foi dans la victoire resteront pour les générations postérieures un exemple digne d'être imité.

BIBLIOGRAPHIE

- Albert Z.: *Lwowski Wydział lekarski w czasie okupacji hitlerowskiej 1941—1944* (Faculté de médecine de Lwów pendant l'occupation hitlérienne), Wrocław, 1975.
- Broszat M.: *Nationalsozialistische Polenpolitik 1939—1945*, Stuttgart, 1961.
- Drucka N.: *Szkoła w podziemiu. Z dziejów polskiego tajnego nauczania w latach okupacji hitlerowskiej* (Ecole en clandestinité. Histoire de l'enseignement clandestin polonais pendant les années de l'occupation hitlérienne), Warszawa, 1973.
- Duraczyński E.: *Kontrowersje i konflikty 1939—1941* (Controversions et conflits 1939—1941), Warszawa, 1977.
- Dzieje Uniwersytetu im. Adama Mickiewicza 1919—1969 (Histoire de l'Université Adam Mickiewicz 1919—1969), Poznań, 1972.
- Hartmann K.: *Hochschulwesen und Wissenschaft in Polen 1918—1960*, Frankfurt a. Mein-Berlin, 1962.
- Gawęda S.: *Kierownicze ośrodki tajnego szkolnictwa w okresie okupacji hitlerowskiej*, Rocznik Komisji Nauk Pedagogicznych PAN Oddział w Krakowie (Centres dirigeants de l'enseignement clandestin durant l'occupation hitlérienne, Annales de la Commission des Sci. Pédagogiques), 1971, vol. XIII.
- *Straty wojenne Uniwersytetu Jagiellońskiego i stan powstały na wiosnę 1945*, Zeszyty Naukowe UJ (Pertes de guerre de l'Université Jagellone et l'état actuel pour le printemps 1945, Cahiers scientifiques), 1974, fasc. 47

- Jałmużna T.: Tajne nauczanie na ziemi łódzkiej 1939—1945 (Enseignement clandestin dans la région de Lodz), Warszawa, 1977.
- Januszek F.: Jawne i tajne szkoły polskie w województwie białostockim w latach II wojny światowej (Ecoles polonaises légales et clandestines dans la voïévodie de Białystok dans les années de la Seconde guerre mondiale), Białystok, 1975.
- Jaworska J.: Polska sztuka walcząca 1939—1945 (L'art polonais militant 1939—1945), Warszawa, 1976.
- Kaźmierska J.: Szkolnictwo warszawskie w okresie okupacji hitlerowskiej. [W:] Warszawa lat wojny i okupacji (Enseignement à Varsovie pendant les années de la guerre et de l'occupation. [Dans:] Varsovie durant la guerre et l'occupation, Warszawa, 1970, f. 1.
- Klessmann Ch.: Die Selbstbehauptung einer Nation. Nationalsozialistische Kulturpolitik und polnische Widerstandsbewegung im Generalgouvernement 1939—1945, Düsseldorf, 1971.
- Kowalenko Wl.: Tajny Uniwersytet Ziem Zachodnich. Uniwersytet Poznański (Université clandestine des Territoires de l'Ouest. Université de Poznań) 1940—1945, Poznań, 1961.
- Krasuski J.: Tajne szkolnictwo polskie w czasie okupacji hitlerowskiej 1939—1945 (Enseignement polonais clandestin pendant l'occupation hitlérienne), II^e éd. Warszawa, 1977.
- Kronika Uniwersytetu Jagiellońskiego za okres wojny 1939—1945 oraz za rok akademicki 1945 (Chroniques de l'Université Jagellonne pendant la guerre 1939—1945 et l'année scolaire 1945), Kraków, 1946.
- Kulakowski T.: Hitlerowska polityka eksterminacji kulturalnej (Politique hitlérienne de l'extermination culturelle), Warszawa, 1955.
- Madajczyk Cz.: Polityka III Rzeszy w okupowanej Polsce (Politique du III^e Reich dans la Pologne occupée), Warszawa, 1970.
- Manteuffel T.: Uniwersytet Warszawski w latach wojny i okupacji. Kronika 1939/40—1944/45 (Université de Varsovie pendant la guerre et l'occupation), Warszawa, 1948.
- Massalski A.: Szkolnictwo na Kielecczyźnie w okresie okupacji 1939—1945 (Enseignement dans la région de Kielce pendant l'occupation), Kraków, 1975.
- Michalski S.: Tajne nauczanie w Wielkopolsce w okresie okupacji hitlerowskiej (Enseignement clandestin en Grande Pologne pendant l'occupation hitlérienne), Poznań, 1968.
- Molenda J.: Szkolnictwo w rejencji katowickiej w latach okupacji hitlerowskiej (Enseignement dans la région de Katowice pendant l'occupation hitlérienne), Katowice, 1976.
- Moszyński R., Policha L.: Lublin w okresie okupacji 1939—1944 (Lublin dans la période de l'occupation 1939—1944), Lublin, 1944.
- Ne cedat Academia. Kartki z dziejów tajnego nauczania w Uniwersytecie Jagiellońskim 1939—1945. (Quelques feuilles de l'histoire d'enseignement clandestin à l'Université Jagellonne). Mise au point par Marian i Alfred Zarębowie, Kraków 1975.
- Pazyra S.: Z dziejów książki polskiej w czasie drugiej wojny światowej (Histoire du livre polonais pendant la Seconde guerre mondiale), Warszawa, 1970.
- Piotrowski S.: Dziennik Hansa Franka (Journal de Hans Frank), Warszawa, 1956.
- Pospieszalski K. M.: Polska pod niemieckim „prawem” (La Pologne régie par la «loi» allemande), Poznań, 1946.

- Przegląd Historyczno-Oświatowy (Revue d'histoire et d'éducation). Travaux de Cz. Wycech, A. Birkenmajer, R. Pollak, 1947, nr 1.
- Rocznik Komisji Nauk Pedagogicznych (Annales de la Commission des sciences pédagogiques). Filiale de l'Académie Polonaise des Sciences à Cracovie, vol. XIII, 1971.
- Rocznik Ogniska Nauczycielskiego w Lublinie (Annales du Foyer des Enseignants à Lublin) nr 5, Lublin, 1974.
- Ryszka Fr.: Państwo stanu wyjątkowego (La Pologne à l'état d'urgence) 2^e éd., Wrocław, 1974.
- Serwański E., Walczak M.: Szkolnictwo niemieckie dla dzieci polskich pod okupacją hitlerowską w Wielkopolsce (Enseignement allemand pour les enfants polonais sous l'occupation hitlérienne en Grande Pologne). Przegląd Historyczno-Oświatowy, 1973, nr 2.
- Sulewski W.: Z frontu tajnego nauczania (Du front de l'enseignement clandestin), Warszawa, 1966.
- Tajna oświata i obrona kultury polskiej na ziemiach województwa katowickiego w latach okupacji 1939—1945 (Education clandestine et défense de la culture polonaise dans la voïévodie de Katowice pendant l'occupation). Travail collectif sous la rédaction de Sz. Kędryna, Katowice, 1977.
- Uniwersytet Poznański 1939—1945 (Okupacja niemiecka i odbudowa po wojnie) (Université de Poznań. Occupation allemande et reconstruction après la guerre), Poznań, 1946.
- Uniwersytet Ziem Zachodnich i Tajne Kursy Uniwersyteckie 1939—1945. Pokłosie wspomnień. (Université des Territoires de l'Ouest et Cours Universitaires Clandestins. Souvenirs). Elaboré par J. Wikarjak, Poznań, 1972.
- Walczak M.: Szkolnictwo wyższe i nauka polska w latach wojny i okupacji 1939—1945 (Enseignement supérieur et science polonaise pendant la guerre et l'occupation), Wrocław 1978.
- M. Walczak: Wielkopolska konspiracja oświatowa 1939—1945 (Conspiration en éducation en Grande Pologne), Warszawa, 1972.
- Walka o oświatę, naukę i kulturę w latach okupacji 1939—1945 (Lutte pour l'éducation, la science et la culture dans les années d'occupation). Travail collectif. Elaboré par St. Dobraniecki, W. Pokora, Warszawa, 1967.
- Wycech Cz.: Z dziejów tajnej oświaty w latach 1939—1945. (Histoire de l'éducation clandestine dans les années 1939—1945), Warszawa, 1964.
- Zabłotniak R.: Tajne studia medycyny i farmacji w Polsce (1939—1945) (Etudes de médecine et de pharmacie en Pologne dans les années 1939—1945), Szczecin, 1976.
- Zaremba J.: Było i tak. Wspomnienia (C'était ainsi... Souvenirs), Wrocław, 1976.

TABLE DES MATIÈRES

Certains éléments de la politique culturelle en Pologne occupée	5
Historique de l'enseignement	10
L'enseignement supérieur	10
L'enseignement secondaire général et professionnel	14
L'enseignement primaire	16
L'enseignement clandestin	19
Bibliographie	32

CONFÉRENCES

PUBLICATION DU CENTRE SCIENTIFIQUE
DE L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES À PARIS

Directeur du Centre et Rédacteur en Chef

Prof. dr Leszek Kasprzyk

74, rue Lauriston, Paris 16

tél. 553-51-91

Bulletin: Fasc. 13-16. Etudes Coperniciennes, 1955-57
Fasc. 17. *Adam Klewański et Toulouse*, 1959.
Fasc. 18/I. J. U. Niemcewicz, 1960.

Conférences:

- Fasc. 19. *Witold Pogorzelski*, L'activité scientifique de la section des équations intégrales de l'Institut Mathématique de l'Académie Polonaise des Sciences, p. 10.
Arkadiusz Piekara, Sur l'effet de la saturation diélectrique et son rôle dans la chimie des composés organiques, p. 5.
- Fasc. 20. *Janusz Lech Jakubowski*, Aperçu des recherches scientifiques concernant la technique des hautes tensions à Varsovie, p. 24.
- Fasc. 21. *Kazimierz Lepszy*, La Renaissance en Pologne et ses liaisons internationales, p. 20.
- Fasc. 22. *Józef Hurwic*, Les méthodes de vulgarisation scientifique dans les pays de l'Est. p. 20.
- Fasc. 23. *Józef Hurwic*, Recherches diélectriques sur les interactions moléculaires dans les systèmes liquides à deux composants, p. 16.
- Fasc. 24. *Igor Andrejew*, Le refus des aliments en droit pénal polonais, délit consistant à se soustraire à l'obligation alimentaire, 1962, p. 16.
- Fasc. 25. *Janina Rosen-Przeworska*, Les sculptures de Ślęza et le problème celtique en Pologne, 1962, p. 26.
- Fasc. 26. *Jerzy Starościak*, Problèmes de la codification du droit administratif en Pologne, 1962, p. 20.
- Fasc. 27. *Stanisław Kolbuszewski*, Le théâtre de Stanisław Wyspiański, 1963, p. 24.
- Fasc. 28. *Józef Litwin*, Les conflits d'attributions entre les organes administratifs et les tribunaux de droit commun d'après un projet de loi polonais de 1962, 1963, p. 24.
- Fasc. 29. *Witold Czachórski*, L'obligation alimentaire d'après le droit polonais, 1963, p. 34.
- Fasc. 30. *Kazimierz Smulikowski*, Les éclogites et leur genèse au cours du métamorphisme régional, 1963, p. 28.
- Fasc. 31. *Józef Gierowski*, Nouvelle orientation de la recherche historiographique sur la Silésie 1945—1962, 1963, p. 19.
- Fasc. 32. *Piotr Zaremba*, Les principes du développement des villes portuaires, 1963, p. 34.
- Fasc. 33. *Eugeniusz Modliński*, Aspects juridiques de la représentation ouvrière dans les entreprises en Pologne, 1963, p. 20.
- Fasc. 34. *Juliusz Starzyński*, Delacroix et Chopin, 1963, p. 24+16 il.
- Fasc. 35. *Bogustaw Leśnodorski*, Institutions polonaises au siècle des Lumières, 1963, p. 44.

- Fasc. 36 *Witold Hensel*, Méthodes et perspectives des recherches sur centres ruraux et urbains chez les Slaves VII—VIII siècles, 1963, p. 88.
- Fasc. 37 *Witold Nowacki*, Sur certains problèmes dynamiques de la thermoélasticité, 1963, p. 24.
- Fasc. 38 *Władysław Kuraszkiwicz*, L'origine du polonais littéraire, 1963, p. 13.
- Fasc. 39 *Stefania Skwarczyńska*, Mickiewicz et la révolution de Francfort en 1833, 1933, p. 20.
- Fasc. 40 *Kalikst Morawski*, Le roman historique moderne en France, 1963, p. 20.
- Fasc. 41 *Pawel Szulkin*, Leçons sur la théorie des ondes électromagnétiques, 1963, p. 112.
- Fasc. 42 *Stanisław Berezowski*, Cracovie et sa région. Exemple de méthode de régionalisation économique, 1964, p. 42.
- Fasc. 43 *Marian Weralski*, Le développement du système financier des entreprises d'État en Pologne, 1963, p. 16.
- Fasc. 44 *Aleksander Gieysztor*, La Pologne et l'Europe au Moyen Âge, 1963, p. 15.
- Fasc. 45 *Zdzisław Fedorowicz*, Problèmes de la planification financière dans une économie socialiste, 1963, p. 16.
- Fasc. 46 *Stanisław Hueckel*, Recherches dans le domaine de la mécanique des sols sur modèles réduits, 1964, p. 52.
- Fasc. 47 *Kalikst Morawski*, Le théâtre historique moderne en France, 1964, p. 40.
- Fasc. 48 *Kazimierz Dąbrowski*, La désintégration positive. Problèmes choisis, 1964, p. 64.
- Fasc. 49 *Stanisław Chrzanowski*, Réfrigération à l'eau et à l'air dans les établissements industriels et les centrales électriques, 1964, p. 12.
- Fasc. 50 *Ignacy Adamczewski*, Sur le mécanisme de l'ionisation et de la conductibilité électrique dans les liquides diélectriques, 1964, p. 56.
- Fasc. 51 *Henryk Stamatello*, Construction de souterrains pour collecteur sous la Vistule à Varsovie, 1964, p. 16.
- Fasc. 52 *Laura Kaufman*, La «métamorphose» chez le pigeon. Températures biocinétiques et viscosité du sérum sanguin chez les vertébrés, 1964, p. 36.
- Fasc. 53 *Zofia Libiszowska*, Certains aspects des rapports entre la France et la Pologne au XVII^e siècle, 1964, p. 36.
- Fasc. 54 *Stanisław Hueckel*, Sur les recherches scientifiques polonaises dans le domaine de l'hydraulique maritime. Calcul de la flottabilité des caissons à fond, 1964, p. 44.
- Fasc. 55 *Janina Kulczycka-Saloni*, Zola en Pologne, 1964, p. 16.
- Fasc. 56 *Witold Czachórski*, Droit de famille des pays socialistes européens, 1965, p. 24.
- Fasc. 57 *Kazimierz Dąbrowski*, Personnalité, psychonévroses et santé mentale d'après la théorie de la désintégration positive, 1965, p. 40.
- Fasc. 58 *Tadeusz Kotarbiński*, Les origines de la praxéologie, 1965, p. 18.
- Fasc. 59 *Zbigniew Bańkowski*, Adénosinotriphosphatases nucléaires dans le foie normal, en voie de régénération, dans l'hépatome et après irradiation, 1965, p. 14+ill.
- Fasc. 60 *Kazimierz Dąbrowski*, Psychothérapie des névroses et des psychonévroses. L'instinct de la mort, d'après la théorie de la désintégration positive, 1965, p. 24.
- Fasc. 61 *Leon Zawadowski*, Le rapport sémantique objectif. Fonction de la substance dans la langue, 1965, p. 30.
- Fasc. 62 *Marian Weralski*, Le budget de la République Populaire de Pologne, son rôle, sa structure et sa technique, 1965, p. 18.

- Fasc. 63. *Jerzy Starościk*, La participation des citoyens à l'exercice de l'administration dans la République Populaire de Pologne, 1965, p. 16.
- Fasc. 64. *Aleksander Lisowski*, Application des systèmes d'analogie électrique à l'étude des poutres et portiques bi- et tridimensionnels à angles quelconques, 1966, p. 22.
- Fasc. 65. *Zdzisław Stieber*, Les relations historiques entre les langues slaves de l'Est et de l'Ouest, 1966, p. 12.
- Fasc. 66. *Ryszard Włodarski*, *Michel Cabiac*, Etudes et expériences récentes concernant la détermination de l'échauffement transitoire des câbles enterrés 1967, p. 52.
- Fasc. 67. *Zdzisław Korzec*, Méthodes d'analyse des propriétés dynamiques des dispositifs semiconducteurs, 1967, p. 18.
- Fasc. 68. *Czesław Podrucki*, Les recherches polonaises sur l'emploi du coke moulé aux cubilots à vent froid et à vent chaud, 1967, p. 22.
- Fasc. 69. *Henryk Buchowski*, Associations dans les liquids, 1967, p. 18
- Fasc. 70. *Tadeusz Adamski*, Observations sur la croissance des cristaux par la méthode de la précipitation synchronisée, 1968, p. 16.
- Fasc. 71. *Roman S. Ingarden*, Notion de température et pompage optique, 1968, p. 18.
- Fasc. 72. *Krystyna Pożaryska*, Recherches sur les couches du tertiaire inférieur en Europe épicontinentale, 1968, p. 16.
- Fasc. 73. *Marian Weiss*, Les nouvelles possibilités de la rééducation des amputés — M.A.I.M., 1969, p. 24.
- Fasc. 74. *André Guinier*, L'oeuvre de Marian Smoluchowski, p. 7, *Maciej Suffczyński*, Corrélations coulombiennes dans un gaz électronique, 1969, p. 11.
- Fasc. 75. *Jan W. Moll*, Les récents progrès dans le problème du diagnostic en chirurgie thoracique, 1969, p. 17.
- Fasc. 76. *Jacques Fillacier*, *Bernard Lassus*, *Bogdan Urbanowicz*, *Zofia Szydłowska*, Recherche et application de la couleur dans ses rapports avec l'homme, 1969, p. 35.
- Fasc. 77. *Leon Jamroz*, Recherches expérimentales sur les critères de résistance de la fonte, 1970, p. 33.
- Fasc. 78. *Edmund Cieślak*, Résidents français à Gdańsk au XVIII^e siècle. Leur rôle dans les relations franco-polonaises, 1969, p. 19.
- Fasc. 79. *Erazm Zabiello*, Développement de l'industrie de construction navale en Pologne, p. 12. *Wojciech Orszulok*, Recherches et activités scientifiques de l'industrie de construction navale en Pologne, 1970, p. 9.
- Fasc. 80. *Witold Nowacki*, Les problèmes dynamiques d'élasticité asymétrique, 1970, p. 26.
- Fasc. 81. *Wojciech Krzysztof Nowacki*, Sur certains problèmes aux limites des ondes élasto-visco-plastiques, 1969, p. 21.
- Fasc. 82. *Włodzimierz Derski*, Problèmes de la consolidation des milieux poreux sous une charge, 1969, p. 28.
- Fasc. 83. *Beata Bogdanikowa*, Les possibilités de l'immunosuppression, 1970, p.14.
- Fasc. 84. *Irena Wojnar*, L'art comme instrument pédagogique intégral, 1970, p. 35.
- Fasc. 85. *Aleksander Krupkowski*, *Zdzisław Pontewierski*, Caractéristique des alliages de fonderie Al-Zn-Mg-Fe, p. 10, Sur la modification des alliages Al-Si, 1970, p. 8.
- Fasc. 86. *Kazimierz Dziunikowski*, Mécanisation et automatisation dans l'industrie houillère polonaise, 1971, p. 18.
- Fasc. 87. Aménagement de la montagne. Compte-rendu du III Colloque franco-polonais de géographie, mai 1969, 1971, p. 228.

- Fasc. 88. *Władysław Pożaryski*, Problèmes paléogéographiques de la bordure de la plate-forme de l'Europe Orientale en Pologne, p. 11. *Krystyna Pożaryska*, La limite crétacé-tertiaire en Pologne, 1971, p. 16
- Fasc. 89. *Czesław Kajdas*, Sur la composition et la structure des hydrocarbures lourds du pétrole, 1971, p. 28.
- Fasc. 90. *Stefan Kieniewicz*, Les insurrections polonaises du XIX^e siècle et le problème de l'aide de la France, 1971, p. 19.
- Fasc. 91. *Krystyna Widz-Kierska*, Les isoenzymes de la lactico-déhydrogénase dans le serum des malades atteintes de cancers de l'appareil génital, 1971, p. 22.
- Fasc. 92. *Janusz Groniowski*, Membrane de revêtement des alvéoles pulmonaires, 1972, p. 31.
- Fasc. 93. *Florentyna Łabiszewska-Jaruzelska*, *Czesław Sadliński*, *Agnieszka Pisul-ska-Otremba*, *Elżbieta Mansfeld*, *Irena Łyżyczka*, Étude du bec-de-lièvre chez les enfants, 1972, p. 44.
- Fasc. 94. *Ira Koźniewska*, Renouveau et investissement d'un parc de machines, 1972, p. 15.
- Fasc. 95. *Aleksander Krupkowski*, *Zdzisław Poniewierski*, Applications des éprouvettes à dimensions réduites dans l'essai de résilience des métaux, 1972, p. 16.
- Fasc. 96. *Tadeusz Łepkowski*, Sociétés et nations latino-américaines, 1972, p. 16
- Fasc. 97. *Stanisław Lorentz*, Reconstruction du Château Royal de Varsovie, 1972, p. 37.
- Fasc. 98. *Krzysztof Dunin-Wąsowicz*, La résistance dans les camps de concentration nazis, 1972, p. 11.
- Fasc. 99. *Stefan Kieniewicz*, Les chances de l'insurrection polonaise de 1963, 1973, p. 17.
- Fasc. 100. *Jan Kaczmarek*, Politique scientifique et recherche en Pologne, 1972, p. 68.
- Fasc. 101. *Agnieszka Muszyńska*, Vibrations nonlinéaires des arbres tournants, 1973, p. 19.
- Fasc. 102. *Maria Krzemińska-Pakuła*, *Jean Léon Guernonprez*, Intérêt des phonomécanogrammes et de la ventriculographie à l'évaluation de contractilité myocardique, 1973, p. 13.
- Fasc. 103. *Krystyna Zawilska*, Le rôle des plaquettes sanguines dans l'inflammation, 1973, p. 19.
- Fasc. 104. *Piotr Perzyna*, Théorie physique de la viscoplasticité, 1974, p. 26.
- Fasc. 105. *Krzysztof Dunin-Wąsowicz*, La résistance polonaise et l'insurrection du ghetto de Varsovie, 1974, p. 16.
- Fasc. 106. *Jean Paul Palewski*, Nicolas Copernic, 1974, p. 19.
- Fasc. 107. *Henryk Szarski*, L'importance des mécanismes de rétroaction positive au cours de l'évolution, 1974, p. 10
- Fasc. 108. *Marian Weralski*, Tendances du développement des systèmes fiscaux dans les pays socialistes, 1974, p. 14.
- Fasc. 109. *Jan Szczepański*, *Kazimierz Żygulski*, *Witold Kieżun*, *Salomea Kowalewska*, La science et la société, 1975, p. 55.
- Fasc. 110. *Zygmunt Rybicki*, *Władysław Baka*, La science polonaise. I. 1975, p. 30.
- Fasc. 111. *Jarema Maciszewski*, *Marian Wojciechowski*, *Stanisław Lorentz*, *Bogdan Suchodolski*, La science polonaise. II., 1976, p. 60.
- Fasc. 112. *Oskar Starzeński*, Les prévisions basées sur le modèle économétrique d'entrées-sorties, 1976, p. 22.



